



HAL
open science

Master Droit et gestion des finances publiques

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Droit et gestion des finances publiques. 2009, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. hceres-02040083

HAL Id: hceres-02040083

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02040083v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Masters – Vague D

ACADEMIE : PARIS

Etablissement : Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne

Demande n°S3100015918

Domaine : Droit, science politique

Mention : Droit et gestion des finances publiques



Appréciation (A+, A, B ou C) : A

Avis global : (sur la mention et l'offre de formation)

Les objectifs pédagogiques sont relativement clairs (quoique présentés en termes très généraux), tout comme les objectifs scientifiques. Le rattachement des formations à des centres de recherche reconnus pour l'importance de leurs travaux garantit *a priori* la qualité scientifique des formations. Les objectifs professionnels – des plus divers – sont globalement identifiés et les débouchés semblent évidents (même si le dossier reste imprécis sur l'insertion professionnelle de ses anciens étudiants, en ne fournissant que des indications très générales).

Le positionnement est tout à fait singulier, lié à la renommée des deux spécialités du M2, et à la spécificité de leur offre de formation (sans véritable équivalent en région parisienne). Les deux spécialités du master sont rattachées à des organismes de recherche au rayonnement international, et en particulier à un centre (le GERFIP) dont l'activité est extrêmement importante, et même centrale dans la discipline. La cohérence n'est pas évidente : les deux spécialités de M2 s'adressent à des étudiants venus d'horizons très divers (ce qui n'est pas une mauvaise chose, en soi.). Aucun chiffre précis n'est donné sur l'origine exacte des étudiants inscrits en M2. On note l'accueil régulier de fonctionnaires étrangers.

Les responsables de la mention comptent assurément parmi les plus grands spécialistes français des finances publiques. L'équipe associe universitaires et praticiens du plus haut niveau. Les matières proposées en M2 sont toutes obligatoires (d'après ce qui semble ressortir du dossier) – ce qui permet *a priori* d'assurer la cohérence de la formation. Le contenu est équilibré, associant matières fondamentales et disciplines innovantes. Les liens tissés avec le monde professionnel sont très étroits, pour les deux spécialités (mais décrits en termes très généraux). Une formation spécifique apparaît dans la spécialité « recherche ». Plusieurs anciens diplômés sont d'ailleurs devenus MCF, ces dernières années – attestant de la qualité de cette formation. La formation est proposée en partenariat avec Paris 2. Le dossier évoque une « évaluation systématique » des enseignements ou unités par les étudiants, mais sans en préciser le contenu.

Aucune indication n'est donnée sur le nombre de candidatures reçues ni sur le niveau de sélectivité (seul le nombre d'étudiants inscrits apparaît : 35 par spécialité). On peut toutefois supposer que la réputation du diplôme et de ses responsables assure son attractivité. Bien que les informations données par le dossier restent assez vagues, il semble que les débouchés offerts aux étudiants soient très importants, notamment grâce aux partenariats noués avec de nombreux organismes publics, parapublics et privés. Le dossier est parfois difficilement lisible et, surtout, pauvre en informations chiffrées. Les indications relatives aux flux d'étudiants comme aux débouchés effectifs apparaissent très vagues. La plupart des informations données restent générales, voire évasives.

- Points forts :
 - Equipe pédagogique d'excellence, réunissant les meilleurs spécialistes français (universitaires et praticiens) des matières enseignées.
 - Formation proposant plusieurs enseignements innovants.
 - Liens exceptionnellement proches tant avec la recherche qu'avec le monde professionnel.

- Point faible :
 - Absence d'indications relatives aux flux, à la sélectivité et aux débouchés.



Avis par spécialité)

Droit, gestion et gouvernance des systèmes financiers publics

- Appréciation (A+, A, B ou C) : A

Spécialité co-habilitée avec Paris 2.

- Points forts :
 - Equipe pédagogique d'excellence, réunissant les meilleurs spécialistes français (universitaires et praticiens) des matières enseignées.
 - Liens exceptionnellement proches tant avec la recherche qu'avec le monde professionnel.
 - Participation des étudiants à diverses conférences d'actualité et colloques (sans que ne soit précisé leur niveau exact d'implication dans ces manifestations).
- Point faible :
 - Défaut d'informations relatives à des questions importantes (sélectivité, devenir effectif des jeunes diplômés, nature exacte des liens avec le monde professionnel).
- Recommandation :
 - On peut s'étonner du faible nombre de crédits ECTS accordé au mémoire de recherche, s'agissant d'une formation appelée à former de futurs chercheurs. L'équilibre des crédits mériterait peut-être d'être revu pour mieux valoriser le mémoire.

Droit, administration et gestion financière des collectivités locales

- Appréciation (A+, A, B ou C) : A

Spécialité co-habilitée avec Paris 2.

- Points forts :
 - Equipe pédagogique d'excellence, réunissant les meilleurs spécialistes français (universitaires et praticiens) des matières enseignées.
 - Liens exceptionnellement proches tant avec le monde professionnel qu'avec la recherche.
 - Participation des étudiants à diverses conférences d'actualité et colloques.
- Point faible :
 - Défaut d'informations relatives à des questions importantes (sélectivité, devenir effectif des jeunes diplômés, nature exacte des liens avec le monde professionnel).
- Recommandation :
 - La pauvreté des informations fournies par le dossier rend difficile l'appréciation de la nature exacte et de l'intensité des liens tissés avec le monde professionnel (qu'on peut toutefois supposer importants, au regard de la renommée du diplôme et de ses responsables).

Commentaires et recommandations)

- La demande de dérogation pour bénéficier de la mention « Droit et gestion des finances publiques » semble justifiée, au regard de la spécificité de cette formation, et du souci de visibilité internationale qui est légitimement la sienne.